

Pourquoi l'ascenseur social ne fonctionne pas en FWB

JEAN-PAUL LAMBERT, RECTEUR HONORAIRE DE L'UNIVERSITÉ
SAINT-LOUIS (BRUXELLES)

Vendredi 6 juin 2014

Championne du redoublement, la Fédération Wallonie-Bruxelles gaspille ses sous, sacrifie ses jeunes... et rafle trois médailles d'or!

Les missions liées à l'enseignement absorbent 75 % du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il faut donc gérer au mieux ces moyens, dans l'intérêt de nos jeunes, de tous niveaux d'enseignement. Les débats publics récents ont porté l'attention sur deux préoccupations importantes: la nécessité d'améliorer les performances de notre enseignement obligatoire et celle de refinancer notre enseignement supérieur. Dans ce bref article, je tenterai de montrer que ces deux objectifs sont complémentaires et, en réalité, «budgétairement compatibles».

Champion du monde du redoublement

Une caractéristique majeure de notre enseignement obligatoire, et en particulier de notre enseignement secondaire, est la prévalence de la «culture du redoublement». Avec 48% des élèves de 15 ans ayant déjà redoublé au moins une fois, la FWB est – très largement – championne du monde du redoublement. Et pourtant, les recherches, tant nationales qu'internationales, sont unanimes à démontrer que la pratique du redoublement est non seulement inefficace mais est même contre-productive pour la poursuite du parcours scolaire ultérieur de l'élève. Les statistiques récentes montrent certes un infléchissement bienvenu des taux de redoublement depuis deux ou trois ans mais à partir d'un niveau tel que nous restons – et sans doute pour longtemps – champions du monde. L'acuité du problème est telle qu'un grand nombre d'associations et des organisations syndicales ont appelé à une «refondation de l'école» et que le Parlement de la FWB a estimé devoir y consacrer récemment une séance plénière. A ces occasions, la presse a abondamment mis l'accent sur le gâchis humain que représente le redoublement ainsi que sur le coût annuel de celui-ci pour le budget de la FWB, tel qu'estimé par l'Administration de la FWB elle-même à 416,6 Mios d'euros pour les seuls niveaux du primaire et du secondaire ordinaire.

Des inégalités sociales accentuées

Ces éléments d'information, pour spectaculaires qu'ils soient, ne fournissent cependant pas une évaluation correcte du coût – social et budgétaire – de la pratique du redoublement. Ils ne reflètent, en effet, qu'une approche «statique» (impact budgétaire immédiat des seuls redoublements opérés durant la dernière année scolaire), là où une approche «dynamique» est pertinente. C'est dans la deuxième partie des années 90 que les taux de redoublement ont commencé à augmenter, inexorablement, dans le secondaire. Dès le début des années 2000, la pratique, de plus en plus exacerbée, du redoublement s'est traduite par une augmentation continue des retards scolaires, touchant successivement chacune des années du secondaire. On sait que le redoublement, et son corollaire, la relégation, en cascade, d'une filière à l'autre, frappe plus fortement les jeunes issus de milieux socioéconomiques plus modestes.

L'engouement pour la pratique du redoublement a donc eu pour effet de creuser encore davantage les inégalités sociales au sein de notre enseignement secondaire, épinglé comme l'un des plus inégalitaires de l'OCDE. Mais il y a plus grave encore: la montée inexorable des retards scolaires a amené une proportion grandissante de jeunes, ayant atteint l'âge de fin d'obligation scolaire, à abandonner, découragés, en cours de route, sans certification de l'enseignement secondaire supérieur et dès lors démunis sur le marché du travail. Sur la décennie écoulée, cette proportion (concentrée dans les milieux socioéconomiques modestes) s'est accrue de près de 5 % des classes d'âge concernées. Conclusion: sur la dernière décennie, l'ascenseur social que constitue l'enseignement obligatoire en FWB n'est pas seulement tombé en panne, il est redescendu!

Ces évolutions ne sont évidemment pas sans impact sur notre enseignement supérieur. Celui-ci accueille à présent une proportion plus faible de chaque classe d'âge (l'augmentation de sa population étudiante ne résultant plus que des simples évolutions démographiques), laissant augurer une baisse corrélative de la proportion finale des nouvelles classes d'âge titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Par «effet ricochet» des évolutions décrites plus haut, notre enseignement supérieur est donc mis en situation de ne plus pouvoir jouer son rôle d'ascenseur social.

Une politique déroutante

Mais le plus déroutant réside dans les choix budgétaires (et donc politiques) de la FWB. Alors que notre enseignement supérieur accueille désormais, en plus grandes proportions qu'auparavant, des élèves fragilisés par un échec antérieur dans le secondaire, les conditions d'encadrement qu'il peut offrir restent proprement laminées – surtout pour l'université - par deux décennies de système d'enveloppes (budgétaires) fermées. Les chiffres officiels de la FWB sont éloquentes: sur la seule période 2002-2003 à 2011-2012, soit 9 ans, les moyens alloués par étudiant (autrement dit, les conditions d'encadrement) ont été réduits (en termes réels) de 14,7 % pour l'université et de 2,6 % pour l'enseignement supérieur hors université, tandis qu'ils continuaient d'augmenter allègrement pour l'enseignement obligatoire (qui n'est pas soumis au régime de l'enveloppe fermée...): + 20 % dans l'enseignement primaire et + 8,5 % dans l'enseignement secondaire.

Ces priorités politiques ont abouti à pouvoir décerner à la FWB une double médaille

d'or (qui s'ajoute à celle de championne du monde du redoublement dans l'enseignement obligatoire) qu'il serait injuste de passer sous silence. Les statistiques internationales (OCDE, EUROSTAT) révèlent, en effet, que notre FWB est, actuellement, à la fois championne de l'OCDE pour le taux d'encadrement le plus favorable (à l'exception du seul Portugal) dans l'enseignement secondaire et championne de l'OCDE pour le taux d'encadrement le moins favorable dans l'enseignement supérieur! Il y a, à l'évidence, des ajustements à opérer dans les choix budgétaires.

Un coût exorbitant

Revenons donc à l'évaluation du coût (budgétaire) du redoublement. Si l'on veut véritablement évaluer le coût budgétaire de la pratique exacerbée du redoublement, il faut évidemment considérer les effets cumulés de ces redoublements, qui se traduisent par l'ampleur des retards scolaires. Ceux-ci touchent 18 % des élèves de l'enseignement primaire (15% en retard d'un an et 3% en retard de deux ans ou plus) et 52% des élèves du secondaire ordinaire (28% en retard d'un an et 24% en retard de deux ans ou plus). On calcule aisément le coût correspondant dans le budget annuel (2012) de l'enseignement obligatoire et on aboutit au montant astronomique de 1.524 Mios €, soit plus de 16% du budget annuel global de la FWB et largement plus que l'ensemble du budget annuel de l'enseignement supérieur (universités, recherche scientifique et supérieur hors université).

Permettons-nous, à ce stade, de soumettre une suggestion à l'attention de nos responsables politiques. Ne pourrait-on viser l'objectif, somme toute «modeste», de réduire de moitié l'ampleur des retards scolaires dans l'enseignement obligatoire en l'espace de deux législatures (à raison d'un quart par législature)? Les moyens ainsi dégagés (soit 381 Mios € de 2012 sur chacune des législatures) pourraient être réinjectés, pour moitié, dans l'enseignement obligatoire (qui verrait, de ce fait, son taux d'encadrement, déjà champion de l'OCDE, s'améliorer encore) et, pour moitié, dans l'enseignement supérieur (qui, même avec ces moyens nouveaux, présenterait encore un taux d'encadrement nettement inférieur à ceux de ses voisins européens et à la moyenne des pays de l'OCDE).

Alors, enfin, notre ascenseur social se remettra-t-il à monter avec, en prime, les «effets retour» bienvenus pour les finances de nos Régions et de notre Communauté.